



**Défense et Sécurité Internationale (DSI)**  
N°48, mai 2009

## **Une stratégie de bon sens : Engager l'Organisation de Coopération de Shanghai dans la lutte contre le narcotrafic**

Thomas Renard

*Dans le cadre de la lutte contre la production illégale d'opium en Afghanistan, les débats se limitent trop souvent au problème de la culture et de son éradication. Or, le trafic de drogue crée aussi des poches d'instabilité tout le long des « routes de l'opium ». Dès lors, il est intéressant de se pencher sur le possible rôle de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) dans la lutte contre le narcotrafic et sur les conséquences d'une telle collaboration OTAN-OCS.*

L'Afghanistan est le grenier mondial des opiacés. Selon le rapport annuel de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), ce pays avait produit 8.200 tonnes d'opium en 2007, soit deux fois plus qu'en 2005. Un record historique. Cette production représente 92% de la production globale d'opium, dont la presque totalité est destinée à l'export, le restant étant essentiellement assuré par le Myanmar.

L'Afghanistan est le premier producteur illicite d'opium depuis 1991, une position qui n'a été mise en péril qu'une seule année, en 2001, suite à une décision des Taliban de rendre l'opium illégal limitant ainsi la production à seulement 185 tonnes, avant de redécoller à 3.400 tonnes l'année suivante, suite à l'éviction des Taliban du pouvoir par les Américains.

En outre, depuis plusieurs années, l'Afghanistan a développé ses propres laboratoires où la grande majorité de

l'opium est transformé en héroïne (l'un des dérivés possibles de l'opium avec la morphine). Grâce à cette maîtrise du processus de transformation, auparavant assuré par des pays comme la Turquie, les trafiquants ont accru substantiellement leurs revenus, d'une part, et ont facilité le transport, d'autre part, étant donné que la masse du produit est ainsi réduite par 10.

La production et le trafic d'opium constituent un problème majeur pour les forces internationales présentes en Afghanistan. Premièrement, ce trafic participe au financement de l'insurrection. En règle générale, les Taliban – qui ne forment qu'une partie de l'insurrection – ne prennent pas part directement à la production et au trafic de drogue qu'ils jugent contraires à l'islam. Néanmoins, cela ne les empêche pas d'en tirer profit – voire même de l'encourager tacitement ou explicitement – en prélevant une taxe sur le revenu des cultivateurs d'opium en échange de leur protection. Ces revenus sont loin

d'être négligeables puisque l'opium se monnayait entre 80 et 113 dollars par kilo en 2008 en Afghanistan, selon l'ONUDD. Le montant des taxes collectées sur les cultivateurs en 2008 est estimé entre 50 et 70 millions de dollars, dont une grande partie est allée aux Taliban puisque, comme le note Jacob Townsend, « *bien qu'il y ait de nombreux villages contrôlés par les Taliban en Afghanistan qui ne cultivent pas d'opium, il y a peu de villages cultivant l'opium qui ne soient pas sous contrôle Taliban* »<sup>1</sup>. Les taxes sur le trafic d'opium auraient généré entre 200 et 400 millions de dollars supplémentaires pendant la même année. Cette énorme manne d'argent permet aux insurgés (Taliban et autres chefs de guerre) d'acheter des armes, de payer des combattants, et de corrompre les leaders locaux.

Deuxièmement, les sommes d'argent considérables dégagées par le trafic de drogue contribuent à la corruption du régime afghan. Un grand nombre de politiciens prennent soit directement part au trafic, soit ils en perçoivent des bénéfices. Cette corruption généralisée, enlevant toute légitimité au régime en place et créant des zones de non-gouvernance, constitue évidemment une entrave aux efforts de contre-insurrection.

Troisièmement, la production et le trafic d'opium ont créé une économie afghane extrêmement fragile et non-durable, dans la mesure où elle repose essentiellement sur le trafic illicite de drogue. En 2008, ce trafic a généré 3,4 milliards de dollars, soit 33% du PIB afghan, dont 80% allaient dans les poches des trafiquants et 20% allaient aux cultivateurs.

---

<sup>1</sup> Jacob Townsend, « Upcoming changes to the drug-insurgency nexus in Afghanistan », *Terrorism Monitor*, 23 janvier 2009.

La production afghane d'opium a également d'importantes conséquences au-delà des frontières du pays. Outre le fait qu'un Afghanistan instable constitue une menace à la sécurité régionale – et même mondiale au regard des attentats du 11 septembre 2001 – le trafic de drogue crée une poche d'instabilité tout le long de la « route de l'opium ». C'est notamment le cas en Asie Centrale où des réseaux criminels et terroristes ont pris le contrôle de ce trafic sur l'ancienne « route de la soie ». En 1999, par exemple, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) contrôlait jusqu'à 70% du trafic. L'argent ainsi récolté sert à financer l'insurrection basée dans la vallée du Ferghana et au Pakistan, mais aussi, plus prosaïquement, à accroître l'emprise des réseaux criminels et terroristes sur la « route de l'opium ». Notons que cette instabilité en Asie Centrale n'est pas sans conséquence en Europe puisque l'Union du Jihad Islamique (UDI), un groupe ouzbek issu du MIO, constitue aujourd'hui la principale menace terroriste contre l'Allemagne.<sup>2</sup>

Enfin, le trafic de drogue pose aussi d'énormes problèmes de santé publique dans les pays où cette drogue est consommée. La Russie est sans conteste le plus grand marché d'opiacés, avec entre 1,65 et 2 millions de consommateurs, dont plus de 70% prennent de l'héroïne. Les Etats-Unis et l'Union Européenne suivent de près, avec plus d'un million de consommateurs chacun, selon l'ONUDD.

### **Une Stratégie Holistique Globale**

Le trafic d'opium est à la fois une cause et une conséquence de l'instabilité en Afghanistan mais aussi, au-delà, de Tachkent jusque dans les rues de Berlin

---

<sup>2</sup> Voir Thomas Renard, « Djihad en Allemagne : La connexion ouzbèke », *Les Cahiers du RMES*, volume 5:2, hiver 2008-2009.

(même si on parle de différents degrés et de diverses formes d'instabilité). Dès lors, il importe de développer une stratégie holistique globale visant à mettre un terme à la production illégale et au trafic d'opium. Pour être efficace, cette stratégie doit être holistique au sens où elle doit avoir un volet axé sur l'Afghanistan, un volet axé sur les « routes de l'opium », et un volet axé sur les marchés de consommation. Une telle approche permet de faire chuter à la fois l'offre et la demande globales. Ceci est nécessaire parce que, depuis plusieurs années, la production dépasse largement la consommation, ce qui veut dire que de grandes quantités de drogue sont stockées en divers endroits et continueront d'alimenter le marché, même si on éradiquait complètement les cultures. Ensuite, la stratégie doit être globale au sens où elle doit inclure tous les principaux acteurs concernés par au moins l'un de ces trois volets.

Etant donné les débats intenses déjà en cours concernant le premier et le dernier volet, cet article va se concentrer sur le volet le plus délaissé, à savoir la lutte contre les narcotrafiquants, plus particulièrement sur la « route de la soie ». On mettra en évidence, à cet égard, l'importance d'engager les principaux acteurs régionaux.

La plupart des opiacés quittent l'Afghanistan via l'Iran et le Pakistan. Il serait donc essentiel d'inclure ces deux pays dans toute stratégie de lutte contre le narcotrafic, surtout étant donné que l'Iran est également fortement touchée par la consommation d'héroïne. Cependant, au vu de la situation sécuritaire au Pakistan, il est difficilement envisageable d'espérer de rapides progrès sur cette frontière. Quant à une collaboration avec l'Iran, elle est possible et même souhaitable pour tous les acteurs, mais elle dépendra en grande partie du ballet diplomatique qui se joue entre Téhéran et Washington.

Sur la « route de la soie », par contre, des progrès sont envisageables, et sont même déjà observés puisque depuis que les cultures de pavots se sont déplacées vers le sud du pays, l'Asie Centrale n'est plus une zone de passage aussi prisée qu'auparavant. Tout en assurant quand même le transit de pas moins d'un cinquième de l'héroïne et de la morphine afghanes.

Lorsque la drogue quitte l'Afghanistan par le nord, elle passe généralement par l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan, où la continuité ethnique par-delà la frontière a toujours facilité toutes sortes de trafics. Ces pays sont essentiellement des zones de transit, puisque la consommation y est relativement faible, du moins comparé à d'autres grands marchés de consommation. Ensuite, la drogue peut prendre environ trois directions : vers le nord, à travers l'Asie Centrale, à destination du marché russe ; vers l'est, dans le Xinjiang chinois, qui constitue un marché de consommation en plein essor, outre le fait qu'il constitue une zone de transit pour le reste de la Chine et pour la Russie ; et enfin à destination des marchés européens, via la Russie, les pays baltes, l'Ukraine et la Pologne.

Etant donné la multiplicité des voies de transit, il est évident que plus on s'éloigne du centre de gravité de l'opium (Afghanistan), plus les réseaux d'intermédiaires se multiplient et plus les quantités de drogue transportées diminuent, et donc plus il devient difficile d'en contrôler les mouvements.

D'importants efforts devraient être entrepris pour sécuriser les frontières entre l'Afghanistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Cependant, malgré des déclarations de bonnes intentions, les capacités des ces deux pays dans ce domaine restent extrêmement limitées.

## Organisation de Coopération de Shanghai

Dans la lutte contre le trafic d'opium, l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) a le potentiel pour jouer un rôle important. D'une part, l'organisation est composée de la Chine, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, soit les pays situés sur la « route de la soie ». En outre, le Pakistan et l'Iran, les deux autres principaux pays de transit pour l'opium, ont un statut d'observateur (ainsi que l'Inde et la Mongolie). D'autre part, l'OCS a déjà clairement affirmé sa volonté de combattre le trafic de drogues, notamment lors d'un symposium en avril 2006 où son Secrétaire Général, Zhang Deguang, a déclaré : « *la diffusion incontrôlée de narcotiques n'est pas seulement un problème pour la santé mentale et physique des individus, mais elle pose également une grave menace au développement économique et social, et est fortement liée au terrorisme, au blanchiment d'argent, au trafic d'armes illégal et à d'autres formes de crimes transnationaux, et constitue un important facteur d'instabilité dans un pays et à travers la région* ». Un peu plus d'un an plus tard, lors d'un autre sommet de l'OCS, Vladimir Poutine demandait la création d'une « *ceinture de sécurité contre les narcotiques* » autour de l'Afghanistan.

L'OCS est une jeune institution régionale créée en 2001 afin de favoriser la coopération à divers niveaux entre ses membres, et de combattre ce qu'ils décrivent comme les trois « maux » (*evils*) : le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Pour ce faire, ses membres ont créé la Structure Anti-Terroriste Régionale (SATR) à Tachkent, en Ouzbékistan, en 2004. Cette dernière est d'ailleurs la seule institution permanente de l'OCS, avec le Secrétariat. Plusieurs exercices multilatéraux de contre-terrorisme ont été menés par

l'organisation, notamment en 2006-2007, comprenant des militaires, des unités spéciales, et des forces de l'ordre. Ces exercices ont démontré que l'OCS a non seulement la volonté, mais aussi les moyens pour lutter contre les menaces asymétriques, du moins tant que ses deux membres les plus puissants (la Russie et la Chine) le veulent bien.

Cependant, jusqu'à présent, l'OCS n'a encore pris aucune mesure concrète pour créer la « ceinture de sécurité » dont parlait Poutine. La raison en incombe très certainement aux membres qui, pour des raisons diverses, ne semblent pas encore prêts à s'impliquer dans une telle entreprise. Mais l'OTAN et l'Union Européenne (UE) ont aussi une part de responsabilité dans cette inaction euro-asiatique.

L'Occident regarde d'un œil méfiant cette nouvelle organisation régionale qui regroupe un quart de la population mondiale (la moitié lorsqu'on y ajoute les états observateurs), et compte deux membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU qui sont aussi deux puissances nucléaires (Chine et Russie). Les tensions entre l'OTAN et la Russie, les déclarations répétées de cette dernière de vouloir créer une organisation régionale « anti-OTAN », et les petits accrochages entre la Chine – pourtant partisane d'une « montée en puissance pacifique » – et les Etats-Unis ne font rien pour rassurer l'Europe et l'Amérique.

Néanmoins, les avantages de la collaboration entre l'OCS, l'UE et l'OTAN dépassent largement ses inconvénients potentiels, que ce soit à court terme ou à long terme, et ce pour tous les acteurs. Pour les membres de l'OCS, la collaboration avec l'OTAN dans le cadre de la stabilisation de l'Afghanistan et de la lutte contre le trafic de drogue est avant tout une question

de sécurité nationale, mais aussi économique (la Chine a dernièrement investi pas moins de 3 milliards de dollars dans une exploitation de cuivre en Afghanistan) et de santé publique. Une plus grande coopération régionale ne peut que renforcer les capacités nationales. Pour l'OTAN, comme expliqué précédemment, le soutien des pays entourant l'Afghanistan est crucial afin de mettre fin au trafic de drogue qui nuit à la gouvernance locale et alimente l'insurrection. En outre, du point de vue de l'Alliance Atlantique, une organisation aux objectifs de stabilité économique et politique, basée sur un dialogue de puissance équilibré entre ses deux membres principaux, est préférable à une organisation purement militaire et anti-occidentale dominée par la Russie, telle que l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Enfin, pour l'UE, l'OCS offre de belles perspectives économiques.

Les craintes occidentales sont souvent exagérées au vu des tensions profondes qui opposent Russes et Chinois. De fait, étant donné les intérêts et les ambitions contradictoires de ces deux pays, il est difficile d'imaginer que l'OCS devienne plus qu'un simple outil limité de coopération régionale. C'est pour cette raison que Bobo Lo décrit la relation entre Moscou et Pékin comme un « axe de convenance »<sup>3</sup>.

## Conclusion

Le trafic d'opium afghan est un facteur de déstabilisation en Afghanistan, sur les chemins de transit, et sur les marchés de consommation. Dès lors, une stratégie holistique et globale est nécessaire. Alors que les forces otaniennes ont un rôle essentiel à jouer dans le contrôle des productions locales, les pays voisins de

l'Afghanistan doivent assumer leurs responsabilités afin de fermer les « routes de l'opium ». A cet égard, l'OCS dispose d'atouts indéniables. En outre, le renforcement de cette organisation régionale pourrait profiter plus largement à l'Europe et à l'Amérique. Mais pour cela, il faudra que tous les acteurs concernés cessent de concevoir leurs relations comme un jeu à somme nulle.

*Thomas Renard est Attaché de Recherche à Egmont, l'Institut Royal des Relations Internationales, un think tank basé à Bruxelles.*

---

<sup>3</sup> Bobo Lo, « Axis of Convenience: Moscow, Beijing, and the New Geopolitics », Washington: Brookings Institution Press, 2008.

